



Les négociations États-Unis/Iran sur le nucléaire

Les limites de la méthode Trump

Sylvain GAILLAUD

Sylvain Gaillaud est docteur en histoire contemporaine, chercheur partenaire à l'UMR SIRICE (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-1065-1

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Sylvain Gaillaud,
« Les négociations États-Unis/Iran sur le nucléaire. Les limites de la méthode Trump »
Chroniques américaines,
Ifri, 13 juin 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org
www.ifri.org

Dans la nuit du 12 au 13 juin 2025, Israël a bombardé des cibles militaires et nucléaires en Iran, manifestant son impatience et son intransigeance devant la nucléarisation de la République islamique. Donald Trump avait proposé la tenue de négociations entre les États-Unis et la République islamique d'Iran sur ce sujet dans un courrier adressé début mars à l'ayatollah Ali Khamenei¹. Comme il l'avait fait en amont de son investiture sur la question ukrainienne, le président du *deal* a posé pour objectif de parvenir à la signature d'un texte en deux mois. Après cinq cycles de négociation (12, 19 et 26 avril, 5 et 23 mai), ce délai est arrivé à expiration jeudi 12 juin sans qu'ait été conclu un accord jugé acceptable par les deux parties. Preuve supplémentaire des limites de la méthode Trump.

La dimension disruptive de la démarche a pourtant eu l'intérêt de relancer un processus de négociation bloqué depuis un an. En juillet 2015, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Allemagne avaient conclu avec l'Iran le *Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA)*, visant à encadrer la nucléarisation du pays en échange d'une levée des sanctions internationales qui pesaient sur lui. En mai 2018, sous la pression de l'État hébreu, l'administration Trump I a remis en question le JCPOA, présenté comme l'un des pires textes signés par les États-Unis, parce qu'il n'abordait pas la question de la politique régionale et de l'arsenal balistique de Téhéran. Elle a ainsi rétabli des sanctions à l'encontre du pays. En réaction, l'Iran s'est affranchi de ses propres obligations en relançant son programme d'enrichissement de l'uranium.

Malgré la mise en place de cadres de négociation apaisés à partir d'avril 2021, l'administration Biden n'est pas parvenue à conclure un nouvel accord, face à un interlocuteur iranien peu acquis à l'initiative².

La lettre du président au Guide suprême renoue avec la démarche mise en œuvre en amont de la négociation du JCPoA à l'automne 2014 : dans un courrier secret à Ali Khamenei, Barack Obama avait alors mis en avant l'intérêt d'une lutte conjointe contre l'État islamique, conditionnée à la conclusion d'un accord au sujet du programme nucléaire iranien³. La prise de contact de 2025 a répondu à un contexte favorable. Le président Massoud Pezeshkian a été élu en juillet 2024 sur la promesse de réparer une économie iranienne exsangue en négociant directement avec Washington. La personnalisation du processus a cependant porté dès l'origine les germes de son inefficacité entre deux partenaires hantés par les « fantômes de l'histoire » depuis la révolution de 1979⁴. Le chantage d'une alternative militaire en cas d'échec a essuyé une réponse acerbe du Guide suprême, qui a la haute main sur le dossier nucléaire et le dernier mot dans la prise de décision : « L'insistance de certains gouvernements tyranniques à négocier n'a pas pour but de résoudre les problèmes, mais d'imposer leurs propres attentes⁵. »

En amont du dialogue, Washington s'est employé à construire un rapport de force favorable. Des sanctions ont été imposées sur les réseaux de blanchiment d'argent et de financement de l'armée iranienne, sur les acteurs impliqués dans la fabrication de missiles balistiques et d'avions de combat, et dans l'industrie pétrolière et pétrochimique du pays⁶. Ces mesures prolongent une politique de pression maximale en vigueur depuis la dénonciation du JCPoA en 2018. L'administration Trump I avait porté le nombre de sanctions de 417 à 1 635, un chiffre atteignant 2 562 en décembre 2024, l'administration Biden n'étant pas revenue sur cette stratégie⁷. Or, elle a déjà montré ses limites. L'administration Trump I entendait entraver le financement de l'« Axe de la résistance » et nourrir par l'inflation induite un soulèvement de la société iranienne contre le régime islamique. La déstabilisation du Proche et du Moyen-Orient – qui culmine avec l'attaque du 7 octobre 2023 –, ainsi que la féroce répression de la révolte « Femme, Vie, Liberté », ont montré la résilience du régime⁸. Plus encore, la République islamique a

développé une « économie de la résistance » échappant aux sanctions et renforçant les partisans de la ligne dure, proches du Guide suprême, lesquels pourraient à nouveau user de leur influence pour faire avorter des négociations auxquelles ils n'ont pas intérêt.

L'application de la méthode du *deal* à l'art de la négociation est enfin à double tranchant face à un interlocuteur iranien rompu aux jeux du marchandage. Les positions étatsuniennes ont témoigné dès l'origine d'une incohérence liée aux dissensions entre les partisans d'une ligne dure et les acteurs prêts à transiger. Le magnat de l'immobilier Steve Witkoff, chargé des négociations, a laissé entendre qu'un accord permettrait à l'Iran de continuer à enrichir de l'uranium à 3,67 %, avant d'affirmer que Téhéran devait « arrêter et éliminer » son programme nucléaire⁹. Le premier scénario aurait en effet conduit à ressusciter le texte de 2015, que Trump avait rejeté comme irrecevable. Le changement de position a en revanche très tôt suggéré une fenêtre de négociation dans laquelle s'est engouffré l'interlocuteur iranien, qui a, lui, maintenu ses « lignes rouges » : le maintien d'un programme d'enrichissement sur le sol iranien et l'exclusion du cadre des négociations des questions balistiques et régionales.

Dans ce contexte, le rejet par Téhéran d'un plan d'enrichissement par un consortium international hors du territoire iranien a conduit Trump à brandir à nouveau la menace militaire. Or, aussi risquée que soit l'alternative, l'Iran ne semble pas être dupe. Le renvoi du conseiller à la sécurité nationale Michael Waltz à la suite du « Signalgate » a autant sanctionné son implication dans la fuite de documents confidentiels que sa préférence pour l'option militaire contre Téhéran quand l'agenda de Trump demeurait la négociation. La réticence du président du *deal* à envisager l'implication des États-Unis dans la défense de l'Europe face à la Russie et de Taïwan face à la Chine n'est enfin pas passée inaperçue en Iran, qui continue à gagner du temps. Le pays disposerait d'une quantité de combustible à un niveau d'enrichissement proche de la bombe suffisant pour fabriquer dix armes nucléaires¹⁰.

Pas plus que 24 heures n'auront suffi à résoudre le conflit russo-ukrainien, deux mois n'auront donc pas permis d'aboutir à un nouveau compromis nucléaire entre les États-Unis et l'Iran. Le contexte y semble pourtant plus favorable qu'il ne l'était en 2015.

En témoigne la recomposition des rapports de force régionaux autour d'un axe de pays arabes qui considèrent que la menace a changé de camp depuis l'automne 2023 : parce qu'ils seraient les premières victimes d'un affrontement régional, Tel-Aviv a remplacé à leurs yeux Téhéran comme agent de déstabilisation¹¹. Washington n'a eu de cesse de réfréner les velléités militaires de Benyamin Netanyahu, opposant de la première heure au JCPoA. Le Premier ministre israélien voit dans la réactivation des tensions entre Tel-Aviv et Téhéran l'opportunité de détourner l'attention internationale de la bande de Gaza et les oppositions à son régime de la scène intérieure. Les dernières frappes israéliennes sur l'Iran, dont les États-Unis se sont désolidarisés, montrent la faible portée de la voix de Washington dans la région. Elles pourraient convaincre les négociateurs iraniens de transiger lors du nouveau cycle de négociations prévu le 15 juin à Mascate (sultanat d'Oman). Elles pourraient également, selon la portée des représailles iraniennes, faire basculer la région dans un conflit aux conséquences en cascade.

La mise en œuvre d'un édifice de sécurité sous-tendant un compromis nucléaire avec le soutien des partenaires régionaux aurait demandé du temps et de la souplesse dont le président du *deal*, dans sa nervosité présomptueuse, semble dépourvu. Après avoir relancé le processus de négociation, la méthode Trump pourrait ainsi contribuer à le faire avorter.

-
1. L. Broadwater et F. Fassihi, « Trump Says He Asked Iran to Open Nuclear Talks », *The New York Times*, 7 mars 2025.
 2. S. Gaillaud, « Washington-Téhéran : l'élection de Joe Biden change-t-elle la donne ? », *Chroniques américaines*, Ifri, 30 novembre 2020.
 3. J. Solomon et C. E. Lee, « Obama Wrote Secret Letter to Iran's Khamenei About Fighting Islamic State », *The Wall Street Journal*, 6 novembre 2014.
 4. J. Limbert, *Negotiating with Iran: Wrestling with the Ghosts of History*, Washington, United States Institute of Peace Press, 2009.
 5. L. Garrett, « Trump Rebuffed by Iran's Leader after Sending Letter Calling for Nuclear Negotiation », *NPR*, 9 mars 2025.
 6. Iran Sanctions, U.S. Department of State, disponible sur : www.state.gov/iran-sanctions.
 7. H. Kahalzadeh, « The Economic Dimensions of a Better Iran Deal », *Quincy Brief*, n° 77, Quincy Institute for Responsible Statecraft, juin 2025, p. 7.
 8. S. Gaillaud, « Iran : quelle stratégie pour les États-Unis à l'heure de l'embrasement proche-oriental ? », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 6 décembre 2023.
 9. « Les négociations sur le nucléaire entre l'Iran et les États-Unis se poursuivent à Rome », *Le Grand Continent*, 19 avril 2025.
 10. D. E. Sanger et F. Fassihi, « The Tough Choice Facing Trump in the Iran Nuclear Talks », *The New York Times*, 10 juin 2025.
 11. V. Nasr, « The New Balance of Power in the Middle East: America, Iran, and the Emerging Arabian Axis », *Foreign Affairs*, 10 juin 2025.